

Unité interdépartementale des deux Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le 31 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

CARRIERES DE CUSY

210 rue des Glaises
74350 Villy-le-Pelloux

Références : [20230912-RAP-InspCarriereCUSY-vs](#)
Code AIOT : 0006101768

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2023 dans l'établissement CARRIERES DE CUSY implanté 520 route des Rapillets 74540 Cusy. L'inspection a été annoncée le 01/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DE CUSY
- 520 route des Rapillets 74540 Cusy
- Code AIOT : 0006101768
- Régime : Autorisation

L'exploitation de la carrière d'éboulis calcaires est autorisée par l'arrêté préfectoral du 3 mars 2017 pour une durée de 15 ans.

Le rythme maximal d'extraction est de 100 000 tonnes par an.

La remise en état comprend le remblaiement des terrains par des déchets de terrassements.

L'exploitant a déposé un dossier de cessation d'activité le 26 avril 2022, pour l'ancienne carrière située au Sud et qui était autorisée par l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2000 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- traçabilité des déchets
- cessation d'activité carrière Sud
- dossier de modification des conditions d'exploiter

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Délais
3	Traçabilité des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	2 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 02/10/2020, article 3.3

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Document préalable	Arrêté Préfectoral du 02/10/2020, article 3.3
4	Traçabilité des terres excavées – Déclaration au registre national RNDTS	Autre du 28/12/2020, article R. 543-43-1.-II
5	Cessation activité partielle	Autre du 12/07/2011, article R512-39-1
6	Demande modification	Autre du 11/05/2023, article Dossier modification

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sous 2 mois, l'exploitant devra compléter son registre pour le mettre en conformité avec l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

La mise en sécurité et la remise en état de l'ancienne carrière ont pu être constatées, l'inspection pourra acter la cessation d'activité par procès verbal de récolement tel que prévu à l'article R 512-39-3 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2020, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets admissibles
Prescription contrôlée : Les déchets utilisables pour le remblayage sont : — les déchets d'extraction inertes qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ; — les déchets inertes externes listés ci-après : 17 05 04 terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse 20 02 02 terres et pierres
Constats : Seules les terres de terrassement sont acceptées sur la carrière pour la remise en état. La phase 1 est en cours de remblaiement. Sur la zone de remblaiement il n'a pas été constaté d'autres types de déchets que ceux autorisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Document préalable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2020, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Document préalable
Prescription contrôlée : Pour chaque provenance de déchets (soit pour chaque chantier), et avant toute admission, un document préalable sera établi entre le producteur du déchet et l'exploitant du site. Ce document recensera a minima les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> le nom et les coordonnées du producteur des déchets, des éventuels intermédiaires et des transporteurs ; l'origine des déchets et la quantité de déchets concernée ; le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1er, point a), de la directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée

<p>au paragraphe « Procédure d'acceptation préalable ».</p> <p>Toutefois, si les déchets sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document préalable précité pourra être rempli avant enfouissement par l'exploitant de la carrière d'accueil sous la responsabilité du producteur de déchets ou de son représentant lors de la livraison des déchets.</p> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, au moment de l'acceptation préalable, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; • que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; • que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place un document préalable. Les documents de l'année 2023 consultés étaient correctement renseignés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Traçabilité des déchets inertes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Registre d'admission</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :- la date de réception ;</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> — la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ; — les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ; — lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; — s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; — le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ; — la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ; <p>c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :</p> <ul style="list-style-type: none"> — la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique

<p>de production ;</p> <p>— l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;</p> <p>— la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;</p> <p>— la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</p> <p>— le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;</p> <p>d) Concernant l'opération de traitement :</p> <p>— le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ; -</p> <p>lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;</p> <p>— le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</p> <p>— le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un registre chronologique avec les informations suivantes : la date de réception, le type de déchets, la quantité en tonnes, le nom du client (société expéditrice), le nom du chantier, le casier de remblaiement sur la carrière et le numéro du ticket de pesée.</p> <p>Il n'y a pas d'information sur le transporteur et le producteur de déchet.</p> <p>Cependant, l'exploitant dispose par ailleurs des informations concernant les transporteurs qui sont renseignés sur les tickets de pesée (transporteur, plaque camion) et sur le producteur des déchets (maître d'ouvrage) dans le document préalable ainsi que l'adresse du chantier.</p> <p>L'exploitant fera évoluer son registre pour se mettre en conformité avec l'article 6 de l'arrêté ministériel et il transmettra informatiquement le registre complété pour l'année 2023 sous 2 mois à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Traçabilité des terres excavées – Déclaration au registre national RNDTS

<p>Référence réglementaire : Autre du 28/12/2020, article R. 543-43-1.-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, TEX – Transmission au RNDTS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "registre national des terres excavées et sédiments", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national</p>

des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.

La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsqu'elle respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

La gestion du registre national des terres excavées et sédiments peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I.

Les données présentes dans le registre national des terres excavées et sédiments demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.

Constats :

L'exploitant a bien créé un compte et télétransmis les premières données de l'année 2023. Il est en retard sur le téléversement qui doit être poursuivi.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Cessation activité partielle

Référence réglementaire : Autre du 12/07/2011, article R512-39-1

Thème(s) : Risques chroniques, Cessation activité partielle

Prescription contrôlée :

Article R512-39-1 Version en vigueur du 12 juillet 2011 au 01 juin 2022 Modifié par Décret n°2011-828 du 11 juillet 2011 – art. 6 I.

Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations

d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.

Constats :

L'exploitant a déposé un dossier de cessation d'activité pour la remise en état de la carrière « Sud » le 26 avril 2022. Le dossier concerne une surface de 14 ha.

L'exploitation de la carrière était autorisée par arrêté préfectoral n°2000- 2866 du 4 décembre 2000 pour une durée de 15 ans. L'objectif de la remise en état prévu à l'article 8 de l'arrêté est de recréer un espace naturel.

En 2020 l'exploitant a demandé une modification de la remise en état avec un remblaiement complémentaire principalement au niveau des parcelles 44, 45, 47, 1245 et 1279 (section E). Le but était d'éviter la stagnation des eaux pluviales sur les terrains qui créaient alors une cuvette avec la reprise des pentes.

L'arrêté du 2 octobre 2020 encadrait l'acceptation des remblais autorisés et le volume maximal de 32 000 m³.

Le remblaiement effectué et la revégétalisation des parcelles permettent une utilisation pastorale de ces dernières (pâturage, fauchage) avec des îlots de boisement.

L'ensemencement avec des espèces herbeuses locales a permis d'avoir rapidement un couvert végétal sur toute la zone.

Des plantations ont été effectuées il y a plusieurs années sur la partie Ouest, les boisements y sont denses.

Dans la partie Est du site, à l'issue du remodelage, quatre îlots boisés ont été créés en février 2022 comprenant les essences suivantes : prunellier, cornouiller, fusain d'Europe, viorne lantane, noisetier, sureau charme, frêne et hêtre.

Lors de l'inspection, il a pu être constaté l'absence de produits dangereux (stockages d'hydrocarbures, explosifs) sur les parcelles réensemencées. Il n'y a aucune infrastructure ou engin situés sur les parcelles concernées par la demande.

Nous n'avons ni constaté de point bas où l'eau pourrait éventuellement s'accumuler et mettre en instabilité les remblais, ni de présence de ravinements dans les différentes pentes remodelées.

L'entretien des parcelles devra revenir au propriétaire mais l'exploitant reste responsable sur ces parcelles du suivi écologique lié à l'arrêté d'autorisation de la carrière en cours d'activité (arrêté préfectoral du 3 mars 2017 autorisant l'exploitation jusqu'en 2032.) et notamment l'entretien des mares qui ont été créées pour favoriser le développement de la population de sonneurs à ventre jaune.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Demande modification

Référence réglementaire : Autre du 11/05/2023, Dossier modification

Thème(s) : Risques chroniques, décalage piste

Prescription contrôlée :

L'exploitant souhaite décaler d'environ 10 mètres, la piste d'exploitation qui traverse le site. Cette modification doit permettre de raccorder les remblais dans le secteur Ouest en supprimant les talus existant de la piste.

Le décalage de la piste n'entraîne aucune incidence sur la zone dédiée aux sonneurs et les mares qui ont été créées.

Constats :

Il a pu être constaté sur place que le décalage de la piste n'impacte pas la zone dédiée aux sonneurs et les mares qui ont été créées qui sont suffisamment éloignées de la piste. La piste passera sur le sommet de talus actuel et devra respecter les prescriptions de l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral. L'exploitant transmettra les rapports de suivi écologiques des années 2020 2021 et 2022 qui font en particulier état de la population de sonneurs à ventre jaune

Observations :

L'exploitant a transmis un projet de demande de modification des conditions d'exploiter comprenant :

- un déplacement de la piste d'exploitation
- le remblaiement d'une zone déjà exploitée plus tôt que prévu dans le phasage
- la création de bassin de récupération d'eaux pluviales

L'exploitant souhaite créer des bassins de récupération d'eaux pluviales. Il prévoit que les bassins ne communiqueront pas avec la nappe sous-jacente, la côte de fond restant au-dessus du niveau des plus hautes-eaux connues. Les relevés piézométriques consultés ne sont pas cohérents avec les relevés du dossier initial (différence de niveau sur les têtes des piézomètres, les côtes de fond, ...)

L'exploitant transmettra les relevés piézomètres avec les bons nivellements et expliquera cette différence pour compléter son projet de dossier de porter à connaissance des modifications envisagées, et permettre à l'inspection des installations classées de se prononcer sur son caractère substantiel.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet